

François Cartegnie

=====

Commentaire relatif à la proposition n° 9.

"Les opérateurs de communications électroniques doivent proposer, pour chacune de leurs offres, une variante équivalente sans engagement à un prix raisonnable au regard de l'offre avec engagement."

=====

On peut actuellement constater sur le marché des offres 'globales' (ou 'packs 1 euro') associés à l'abonnement chez un opérateur téléphonique. Ces offres intègrent dans la subvention non seulement le terminal téléphonique, mais aussi un ou plusieurs produits de consommation.

Par exemple: Un écran LCD à 599 euros, une console de jeux de 299 euros. Il est aussi proposé au consommateur de composer lui même son pack à partir d'une liste de produits: meilleurmobile.com, rueducommerce, ... Phoneandphone va jusqu'à proposer "Un téléphone à 19 euros et un Scooter à 700 euros" pour l'engagement chez un de leurs opérateurs.

Ces offres, assimilables dans leur fonctionnement à des crédits gratuits sur 12 ou 24 mois, sont exemptes de régulation et ont fait l'objet d'une question écrite n° 84327 publiée au JO le 20/07/2010. La réponse apportée par le ministère de la consommation stipule qu'une telle offre ne rentre pas dans la réglementation des crédits car "n'implique aucune mise à disposition de fonds, ne constitue pas une opération de crédit-bail ni, plus généralement, une location avec option d'achat."

Il est anormal que le mécanisme de subvention, autorisé par l'ARCEP, soit finalement utilisé à des fins de crédit à la consommation dérégulé.

Au delà de l'absence de transparence évoqué par l'ARCEP, cet abus va à l'encontre même du principe de "niveau élevé de protection du consommateur" (article L. 32-1 du CPCE) en permettant donc à celui-ci de faire passer un achat dans les mensualités de l'abonnement à un opérateur et ainsi contourner les barrières au sur-endettement et autres dispositions fournies par la législation sur le crédit.

Par ailleurs, une évaluation de ce type d'offre dénote une incompressibilité du montant de la subvention dans les offres associées des opérateurs (environ 300 euros pour une période de 12 mois), confortant l'esprit de la proposition initiale.

Les offres 'avec engagement', servant principalement à subventionner l'achat d'un terminal, il me semble donc nécessaire:

- d'exiger le détail de la part de la subvention dans les mensualités de l'abonnement ainsi que sur la durée totale de l'engagement.
 - d'exiger que le mécanisme de subvention soit uniquement réservé à l'acquisition d'un unique terminal mobile. Ce dernier devant être le destinataire de la carte 'sim' permettant l'accès au réseau de l'opérateur.
- Il est aussi nécessaire de 'assurer que cette restriction s'applique au subventionnement direct et indirect (commissionnement des mandataires/revendeurs).